



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 330 du 14 avril 2024

Au sommaire :

- **Guerre d'Ukraine, guerre d'Israël, escalade contre l'Iran... Pas un euro, pas une arme, pas un homme pour leurs guerres !** - *Galia Tépère*
- **L'école et la jeunesse victimes du choc de la violence de classe du capitalisme** - *Christine Héraud*

Guerre d'Ukraine, guerre d'Israël, escalade contre l'Iran... Pas un euro, pas une arme, pas un homme pour leurs guerres !

Comme attendu, l'Iran a riposté aux frappes israéliennes provocatrices, véritable acte de guerre, qui avaient tué 16 personnes dont 7 de ses responsables militaires dans les locaux de son ambassade en Syrie le 1^{er} avril. Dans la nuit de samedi à dimanche l'armée iranienne, pour la première fois de son histoire, a lancé contre le territoire israélien plus de 300 drones et missiles, presque tous interceptés sous la haute direction des USA et grâce à la collaboration de leurs alliés.

La guerre d'Israël et des USA franchit une nouvelle étape dans l'escalade militaire.

Le faux-semblant des remontrances publiques de Biden à Netanyahu, des pourparlers pour obtenir une trêve dans la bande de Gaza, des démarches pour faire attribuer à l'Autorité palestinienne un siège à l'ONU visant à laisser croire que Biden et ses alliés occidentaux voudraient alléger les souffrances des Palestiniens en proie à la folie meurtrière de l'armée israélienne, ne peuvent plus masquer la réalité de la guerre d'Israël, des USA soutenus par leurs alliés de l'Otan.

Les responsables de l'État sioniste ont déclaré que la date d'une intervention militaire contre Rafah où sont réfugiés plus d'un million de Palestiniens est déjà décidée. Rien n'est fait pour empêcher la famine qui en même temps que les bombardements, décime la population de la bande de Gaza.

Quant à Biden, il affiche à la face du monde entier son inconséquence, pris entre les enjeux de sa campagne électorale, les objectifs des USA, du Pentagone, et leurs relations avec l'État sioniste.

Dans un premier temps, il a à nouveau promis l'engagement militaire des Etats-Unis aux côtés d'Israël lors de la visite du Premier ministre du Japon venu à Washington pour sceller des accords qui renforcent le partenariat mili-

taire de son pays avec les Etats-Unis qui ont déjà conclu des alliances semblables avec plusieurs autres Etats de la région indo-pacifique en vue d'un futur éventuel conflit armé avec la Chine.

Il a ensuite martelé depuis la Maison Blanche avant même les attaques de drones iraniens : « *Nous sommes dévoués à la défense d'Israël. Nous soutiendrons Israël. Nous aidons à défendre Israël et l'Iran ne réussira pas.* » alors que le Pentagone laissait fuiter l'information d'envoi de renforts militaires américains dans la région.

Et ce dimanche, au lendemain de l'attaque iranienne, il annonce que « *Les États-Unis s'opposeront à toute attaque israélienne contre l'Iran et n'y participeront pas* ».

Ces déclarations contradictoires obéissent cependant à une même cohérence, la stratégie militaire des USA au Moyen-Orient dont ces derniers entendent garder la maîtrise. Israël lui-même n'a pas intérêt à accélérer le rythme de la guerre avant de s'être assuré le contrôle de Gaza, avant d'avoir attaqué Rafah d'autant que le régime des Mollahs n'a lui non plus pas intérêt à ce que s'engage une guerre ouverte.

Cette cohérence, c'est celle de la stratégie des USA, la nature de l'accord diplomatico-militaire qui les lie à Israël auquel les puissances de l'Otan sont associées : leur commune volonté, chacun ayant besoin de l'autre, d'assurer leur hégémonie sur le Moyen-Orient par la terreur militaire et leur puissance économique au risque d'un embrasement de la région et de l'exacerbation des tensions internationales.

Leurs guerres, une arme dans la concurrence entre brigands capitalistes

C'est dans cette perspective stratégique, la sauvegarde de leur leadership mondial contre les puissances capita-

listes émergentes dont la Chine, que les Etats-Unis et leur bras armé l'Otan ont engagé leur guerre par procuration contre la Russie de Poutine pour l'affaiblir et tenter de la mettre à genoux. Zelensky, leur zélé vassal ukrainien, a appelé en condamnant l'attaque menée par Téhéran contre Israël à une réponse mondiale « *résolue et unie* » face à la « *terreur* » de l'Iran et de la Russie. Il ne défend pas plus les intérêts des populations d'Ukraine ou d'Israël que le sinistre dictateur qu'est Poutine et les capitalistes russes dont il représente les intérêts ne défendent ceux des populations de Russie. Ils ont eux-mêmes déchaîné la violence barbare de leurs troupes contre les populations ukrainiennes pour défendre leurs intérêts parasites et réactionnaires en sacrifiant leur propre peuple au nom du nationalisme grand-russe.

L'effroyable boucherie dont la ligne de front entre les deux armées est désormais le théâtre sanglant, sur 1200 kilomètres, sans compter les victimes civiles de frappes à distance dans les deux pays, n'a pas d'autre raison que de déterminer quels grands groupes capitalistes, russes ou occidentaux, américains et européens, pourront exploiter les richesses agricoles et minières de l'Ukraine. Des centaines de milliers de soldats ont été tués et blessés dans cette guerre et les combattants manquent, particulièrement en Ukraine où la résistance à la mobilisation est grande. C'est pourquoi Zelensky a fait adopter par le Parlement une nouvelle loi de mobilisation plus contraignante. De même en Russie, beaucoup de soldats ont été recrutés de force dans les prisons, parmi les immigrés et les hommes venant des républiques périphériques et le régime de Poutine offre des soldes énormes au regard de la moyenne des salaires aux volontaires.

La montée du militarisme et des tensions guerrières sur l'ensemble de la planète est une conséquence directe de l'exacerbation de la concurrence économique due à la faillite du capitalisme mondialisé qui a commencé à se manifester dans la grande dépression qui a démarré aux USA en 2007.

Dans tous les pays européens, la guerre est devenue une question nationale. Il ne s'agirait plus seulement d'aider l'Ukraine à sauvegarder son indépendance face à la Russie, il s'agirait de se préparer à « *une guerre de haute intensité* » comme le dit la propagande des responsables militaires.

« *On ne fait pas la guerre pour la démocratie mais pour les intérêts de la France* » a déclaré crûment dans le *Figaro* le 9 avril, le général Lecointre, chef d'état-major des armées jusqu'en 2021. Et de plaider pour que l'État français réengage des troupes en Afrique dans les pays du Sahel dont le Mali. Il ajoute un peu plus loin : « *Oui, c'est compliqué de parler d'effort de défense, de patriotisme. Qui est prêt à se serrer la ceinture ? Notre société n'est pas prête. Il faut la préparer* ».

« **Paix entre nous, guerre aux tyrans !** » L'internationale

C'est ce à quoi s'emploient le gouvernement, la plupart des responsables politiques et les media officiels depuis 2022. « *Nous ne pouvons pas lâcher l'Ukraine parce que l'Ukraine, c'est à 1500 kilomètres d'ici, c'est-à-dire c'est notre propre sécurité* », a déclaré Macron lors de sa visite à Bergerac jeudi dernier pour inaugurer Eurengo, une fabrique de poudre destinée aux obus. Il a certifié aux industriels de l'armement, qui attendent des subventions de l'État pour participer à cet effort « *patriotique* », qu'il n'était pas question de revenir sur l'augmentation du budget militaire alors qu'il est question de réductions budgétaires massives pour limiter le déficit de l'État.

L'offensive belliciste et militariste du gouvernement fait partie de son offensive contre les droits sociaux et démocratiques des travailleurs, de la population. Il faut réduire « *ce pognon de dingue* », comme Macron a déjà dit, qui va à la protection sociale, aux services publics, de « *l'assistanat* » aux yeux de tous ces serviteurs des grandes fortunes parasites qui se nourrissent de l'exploitation de millions de femmes et d'hommes qui ne peuvent vivre que de leur propre travail... et des subsides de l'État.

Quelle expression de la faillite de ces classes dirigeantes, possédantes, que de ne pas imaginer un autre avenir que la guerre pour les peuples alors que les prodiges du travail humain, les progrès de la science et de la technique, pourraient être mis au service des besoins de la population et de l'urgence écologique !

Pour la paix, solidarité entre les travailleurs et les peuples de tous les pays, guerre à la guerre, guerre au capitalisme !

Galia Trépère

L'école et la jeunesse victimes du choc de la violence de classe du capitalisme

Des agressions graves à la porte de plusieurs établissements scolaires ont eu lieu la semaine dernière dont l'une a conduit le 5 avril à la mort de Shemseddine, 15 ans, à Viry-Chatillon en Essonne. Trois jours plus tôt, Samara, une collégienne de 13 ans était rouée de coups à la sortie de son collège à Montpellier, tandis que le 3 avril, à Tours, cinq jeunes filles mineures passaient à tabac une collégienne de 14 ans, filmant la scène avec un téléphone.

La droite et l'extrême-droite se sont emparées de ces drames de violence entre adolescent-es, qui ont suscité une vive émotion et interrogent, pour, par une généralisation outrancière et démagogique, développer leur propagande sécuritaire et réactionnaire qui vise tout autant l'école, les enseignant-es que les jeunes et les parents en particulier issus de l'immigration, l'ensemble des classes populaires.

Ces drames sont la conséquence d'actes isolés, aux multiples causes, mais la violence qui s'exprime de diverses façons au sein d'une fraction de la jeunesse met en lumière les conséquences du délitement social engendré par la politique libérale de mise en concurrence de tous contre tous, la violence de la politique des classes dominantes qui touche tout particulièrement les jeunes des quartiers populaires.

Macron a fustigé « *une forme de violence désinhibée chez nos adolescents* » qui n'aurait pas sa place à l'école. L'école « *doit rester un sanctuaire* » a-t-il affirmé. « *Nous serons intraitables contre toute forme de violence [...]* il faut protéger l'école de ça » a-t-il déclaré, comme si l'école pouvait être imperméable à la régression sociale généralisée, et alors que sa politique a entraîné la ruine et le délabrement de l'Education. L'école n'a, en réalité, jamais été ce sanctuaire mais, bien au contraire, une institution qui reproduit les divisions sociales, leurs violences, quels que soient le dévouement et les objectifs des enseignant-es.

Le pouvoir, ainsi qu'il le fait chaque fois qu'il est confronté aux conséquences de la régression sociale que sa politique engendre, n'imagine pas d'autre réponse que sécuritaire, autoritaire et répressive, de la même façon qu'il s'en prend aux chômeurs, au « *logement social à vie* » ou instaure « *l'amende lapin* »...

Face à ce qui est présenté comme une flambée de violence à la porte des collèges, montée en épingle et largement exagérée, -les cas de violence grave n'ont pas augmenté depuis plus de 10 ans-, Belloubet, Dupond-Moretti et Darmanin ont réuni au ministère de l'Intérieur plus de 200 recteurs, préfets et procureurs généraux, et annoncé des mesures pour « *la sécurisation aux abords des établissements* ». Leurs réponses sécuritaires et répressives, leurs préjugés et leur mépris des classes populaires, retournent la responsabilité de cette violence contre les jeunes et leurs familles, et ne font qu'aggraver les tensions et l'engrenage des violences.

Des réponses répressives contre une jeunesse et des familles jugées coupables et responsables

Belloubet promet « *la mobilisation générale pour la sécurité des collèges et lycées* » et de « *déployer un bouclier autour de l'école* ». Une « *force mobile de sécurité nationale* » d'une vingtaine « *d'agents expérimentés* » volera au secours des établissements « *sur tout le territoire en moins de 48 h en cas de crise aiguë* ». L'intervention d'une unité mobile d'assistants d'éducation (AED) sera expérimentée, les AED transformés en agents de sécurité. Des réponses dont le ridicule souligne l'impuissance et le mépris du gouvernement pour les jeunes des classes populaires et l'école publique, une agitation stérile sur le terrain sécuritaire et répressif de l'extrême-droite.

Gabriel Attal, lors de son discours de politique générale, promettait de « *nettoyer les trottoirs aux abords des établissements* » face aux « *gangs* » et aux « *deals* » ;

« *tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter !* ». Face à une « *délinquance plus forte et plus jeune* », il envisage de durcir les sanctions dès l'école primaire, avec l'instauration de conseils de discipline, comme au collège et au lycée. Cette politique du gouvernement qui désigne des responsables vise à masquer sa propre responsabilité, son impuissance coupable.

Les actes graves de violence qui ont pu entraîner la mort d'adolescents à la porte de leur collège ou leur lycée existent depuis longtemps et les gouvernements, qui font mine de s'en émouvoir lorsqu'ils se produisent, n'ont cessé d'y opposer des dispositifs répressifs qui n'apportent aucune réponse. En 1992, Jack Lang, ministre de l'Education nationale et Paul Quilès, ministre de l'Intérieur, instauraient le premier plan contre la violence à l'école et introduisaient la coopération entre l'Education et la Police. En 2018, Castaner ouvrait la porte à la présence physique des forces de l'ordre dans les établissements scolaires tandis que Belloubet, alors ministre de la Justice, augmentait le nombre de centres éducatifs fermés. Cette politique conduit à une escalade répressive contre la jeunesse alors que les mécanismes de fond qui nourrissent la violence non seulement ne reçoivent aucune réponse mais s'aggravent.

L'école désarmée et impuissante face aux conséquences de la violence sociale

La droite et l'extrême-droite se sont emparées des drames de Viry et de Montpellier pour développer leurs politiques xénophobes, racistes, antisociales. Elles instrumentalisent les peurs et les préjugés, généralisent un climat de violence entre adolescents, un « *ensauvagement* » de la société pour accuser, alors que les drames dans ou à la porte des établissements scolaires, comme dans les quartiers ou la rue, sont l'expression de la violence de cette société qui exploite, exclut, stigmatise, abandonne la jeunesse des quartiers populaires en ruinant l'école, la criminalise et la réprime violemment quand elle se révolte, ne lui offrant aucun avenir pour la majorité d'entre elle.

Selon la DEPP (la direction ministérielle de l'évaluation, de la prospective et de la performance), les violences sont deux fois plus fréquentes dans les lycées professionnels que dans les collèges. « *L'absence d'incident grave est plus répandue dans les établissements socialement favorisés. Ainsi 56 % des établissements socialement favorisés ne déclarent pas d'incident grave contre 11 % parmi les établissements socialement défavorisés* ». Ces chiffres témoignent d'une ségrégation scolaire que les gouvernements ne cessent de creuser par leurs réformes.

« Le choc des savoirs », une politique de ségrégation sociale, une violence institutionnelle inacceptable

Le choc des savoirs, ce tri social institutionnalisé, illustre de façon particulièrement cynique et agressive le mépris qui régit l'escalade du pouvoir contre la jeunesse défavorisée dans la continuité des réformes de l'Education. Ces

dernières n'ont cessé de creuser les inégalités scolaires, comme en témoignent les résultats de PISA, le programme international pour le suivi des acquis des élèves qui, aussi contestable soit-il, montrent que c'est en France qu'elles se creusent le plus et qu'existent les plus forts écarts de performance entre les groupes « extrêmes ».

C'est au nom de la réduction de ces inégalités que Gabriel Attal voudrait imposer le choc des savoirs dont une des principales mesures, la mise en place de groupes de niveaux au collège, est une attaque violente contre les élèves des milieux populaires les plus fragiles qui, assignés dans des groupes de « faibles » avec l'obligation d'obtenir le brevet des collèges pour entrer au lycée, y compris professionnel, se verront fermer les portes d'études supérieures et seront canalisés vers le marché du travail, soumis à un patronat pour lequel l'Etat finance généreusement l'apprentissage. Une réforme réactionnaire que le gouvernement n'aura pas les moyens d'appliquer faute de personnels -il veut faire appel aux retraités !-, et qui ne fera que dégrader encore plus les conditions d'apprentissage pour les élèves et les enseignant-es !

Selon une étude réalisée par *Les Echos*, plus d'un million de jeunes sont déjà aujourd'hui livrés à eux-mêmes, sans emploi, sans formation.

L'école est au bord de l'effondrement, résultat de politiques qui, pour satisfaire les profits et les actionnaires pillent les caisses publiques et ruinent les services publics. C'est au nom du déficit public que Bruno Le Maire vient d'amputer le budget de l'Education de 700 millions d'euros et que le gouvernement continue de supprimer des postes d'enseignant-es, de personnels d'éducation, sociaux et médicaux...

La régression générale des conditions d'enseignement, l'exclusion qui nourrit l'échec scolaire, l'apartheid scolaire (certains collèges comptent moins de 1 %, et d'autres plus de 60 % d'élèves « défavorisés »), font de l'école une fabrique de la violence qui renforce l'exclusion.

Mettre fin à la décomposition sociale engendrée par le capitalisme

Les personnels de l'Éducation refusent en bloc la violence du choc des savoirs, l'école du tri social auquel le gouvernement cherche à les associer. Ils se mobilisent dans de nombreux collèges du pays contre les groupes de niveaux.

Dans le 93, le département le plus pauvre, fer de lance de la mobilisation et de la grève pour un plan d'urgence pour l'Education, l'école a atteint un tel niveau de délabrement qu'elle n'a plus les moyens de former et éduquer, de jouer son rôle de prévention, d'accompagnement et d'aide aux difficultés des adolescents les plus fragiles qui retournent leur sentiment d'abandon et leur désespoir contre eux-mêmes et l'institution scolaire, dans une violence alimentée par la pression réactionnaire des classes dominantes, leurs préjugés xénophobes, racistes, sexistes, contre les musulmans ou supposés tels et contre les migrants.

En luttant pour l'école, contre l'abandon des quartiers populaires et la décomposition sociale, les enseignant-es se sont adressés aux parents, aux familles, ont gagné leur soutien et une solidarité bien plus large dans le monde du travail auprès de salarié-es qui sont l'objet de la même brutale offensive des classes dominantes. Ils indiquent la voie, une lutte politique d'ensemble rassemblant le monde du travail.

Pour mettre fin à la violence destructrice du capitalisme, il n'y a pas d'autre voie que l'affrontement avec le pouvoir des classes dominantes et de leur État. La jeunesse n'a pas d'autre choix que d'y conquérir sa place en particulier pour empêcher la violence aveugle et stupide, parfois criminelle qui se retourne contre elle et pourrait demain être utilisée par l'extrême droite.

La bourgeoisie et les politiciens qui la servent sont passés maîtres dans la démagogie qui retourne contre leurs propres victimes les drames dont ils sont responsables.

Le terreau de violence inextricable, produit de l'exploitation et de l'oppression, nourrit l'extrême droite et ses idées que Macron-Darmanin prétendent combattre en les appliquant sans attendre. La seule force capable d'enrayer cette logique destructrice est le monde du travail, les classes populaires par leur solidarité avec la jeunesse, en organisant ensemble eux-mêmes la sécurité autour des écoles, dans les quartiers, en imposant le contrôle de la population sur la police et les commissariats, en opposant au pourrissement capitaliste la perspective d'une société plus solidaire et plus juste qui redonnera à l'école son rôle émancipateur et à la jeunesse sa liberté pour prendre en main son avenir et celui de toute la société.

Christine Héraud